Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 985

Artikel: Confort suisse
Autor: Imhof, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1020197

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public 985

DP

J.A. 1000 Lausanne 1 1 mars 1990
Hebdomadaire romand Vingt-septième année

Confort suisse

On le sait, 1990 sera l'année de l'énergie; le Conseil national s'est prononcé dernièrement sur l'arrêté énergétique, sur l'initiative populaire réclamant un moratoire nucléaire de dix ans et sur celle prônant son abandon. Le Grand Conseil vaudois a examiné les deux initiatives déposées par la gauche écologiste, «Sortir du nucléaire» et «Comment sortir du nucléaire». Le peuple sera appelé à se prononcer sur tous ces textes.

Nous avons déjà dit (DP 983) à quel point les politiciens étaient décevants et faisaient leurs choux gras de préjugés depuis longtemps dépassés. Il faut n'avoir pas lu la presse depuis au moins dix ans pour dénoncer *«la déstabilisation qu'induiraient des propositions visant à créer une pénurie énergétique»* comme l'a fait cette députée libérale à la tribune du Grand Conseil vaudois. Chacun a tellement peur de devoir perdre un peu de son confort, de devoir changer l'une ou l'autre de ses habitudes, qu'il préfère le statu quo, la satisfaction aveugle et à prix subventionné de la demande croissante en énergie. Et secrètement, chacun espère le miracle énergétique, la source inépuisable, bon marché et propre. Certains pensent d'ailleurs l'avoir trouvée: la production d'hydrogène, séparé de l'eau dans le Sahara grâce à l'énergie solaire et transporté par gazoduc vers les régions à forte consommation (*L'Hebdo* du 25 janvier). On ne sort décidément pas facilement des schémas traditionnels: verts champions de la décroissance contre libéraux garants de la croissance d'une part et exploitation des ressources des pays du Sud pour les besoins en augmentation de ceux du Nord d'autre part.

Le problème, bien sûr, est mal posé: les pays riches prétendent être les dépositaires d'un système parfait, sentiment que la chute des régimes à économie planifiée légitime chez certains. Or ledit système fonctionne tant qu'il se limite à une petite partie de la planète. Si l'Europe de l'Est, puis l'ensemble des pays en développement, entendent égaler notre taux de motorisation, notre consommation d'énergie et notre production de déchets, nous n'y survivrons pas longtemps.

Il faut reconnaître l'échec du système basé sur la croissance continue, qui exclut aussi bien certains des ressortissants les moins privilégiés des pays riches que ceux des pays pauvres. L'écologie en général et les économies d'énergie en particulier trouvent donc une nouvelle justification: celle de l'aide au développement. Certains pays ont assis leur richesse sur une exploitation sans mesure et égoïste des ressources naturelles. Il leur appartient aujourd'hui d'investir une part importante de leur fortune pour développer et expérimenter sans attendre des systèmes de vie qui ne soient plus axés sur le gaspillage. Et plutôt qu'être condamnés à exporter nos tares dans les pays de l'Est — chacun a suivi l'ouverture à Moscou du premier Mac Donald, cette chaîne américaine qui doit produire au moins autant de déchets que de nourriture — nous pourrions chercher à développer un modèle dont l'universalisation, pour autant que d'autres peuples veuillent s'en inspirer, ne condamne pas la planète à l'agonie. Nous en avons les moyens et nous disposons des connaissances pour le faire. Vu sous cet angle, le repli frileux sur un confort intouchable que l'on a pu observer dans les parlements fédéraux et cantonaux ces derniers temps apparaît à la fois dérisoire, puéril et dangereux. Il est en plus en contradiction avec la volonté affichée de droite à gauche de se montrer généreux avec les démocraties naissantes de l'Est.

Il est donc urgent de créer les conditions d'une preuve par l'acte à grande échelle: jusqu'à maintenant, seuls quelques courageux se sont lancé dans la production de biogaz, dans l'exploitation à l'échelle locale de l'énergie hydraulique, ou dans la construction de maisons solaires. Or ce modèle ne demande qu'à s'étendre. Des gens, depuis dix ans, travaillent à nous prouver sa viabilité *(lire en page 2)*. Il est temps de leur faire confiance. PI